

**REPORTS OF INTERNATIONAL
ARBITRAL AWARDS**

**RECUEIL DES SENTENCES
ARBITRALES**

Affaire du Manouba (France, Italie)

6 May 1913

VOLUME XI pp. 463-479



NATIONS UNIES - UNITED NATIONS
Copyright (c) 2006

AFFAIRE DU MANOUBA

PARTIES: France, Italie.

COMPROMIS: 6 mars 1912.

ARBITRES: Cour permanente d'Arbitrage: G. Fusinato; K. Hj. L. Hammarskjöld; J. Kriege; L. Renault; Baron M. de Taube.

SENTENCE: 6 mai 1913.

**DOCUMENTS ADDITIONNELS: Note commune du 26 janvier 1912;
Accord du 4 avril 1912.**

Capture et saisie momentanée, au cours de la guerre turco-italienne en 1912, du vapeur postal français, le Manouba, par un bâtiment de guerre italien — Arrestation de passagers turcs se trouvant à bord de ce vapeur — Allégation que ces passagers auraient été des militaires enrôlés dans l'armée ennemie — Réclamation du Gouvernement français pour le compte du navire saisi — Droit de visite — Transport de passagers suspects d'avoir la qualité de belligérants — Manquement aux obligations internationales — Sanction — Fixation du montant des pertes et dommages éprouvés par les particuliers intéressés au navire et à son expédition — Indemnité due au Gouvernement italien couvrant les frais de surveillance du Manouba.

BIBLIOGRAPHIE

A. M. Stuyt, *Survey of International Arbitrations 1794-1938*, The Hague, 1939, p. 320

Texte du compromis et de la sentence

Bureau international de la Cour permanente d'Arbitrage, *Compromis, protocoles des séances et sentences du tribunal d'arbitrage franco-italien. Affaire du « Manouba »*, p. 9 [Texte français du compromis]; p. 119 [texte français de la sentence]

American Journal of International Law, vol. VII, 1913, p. 629 [texte anglais de la sentence]

Grotius Annuaire international pour 1914, p. 202 [texte français de la sentence]

Jahrbuch des Völkerrechts, vol. I, 1913, p. 319 [texte français du compromis]

Journal du droit international privé et de la jurisprudence comparée, t. 40, 1913 p. 1032 [texte français de la sentence]

De Martens, *Nouveau Recueil général de traités*, 3^e série, t. VIII, p. 170 [texte français du compromis]; p. 179 [texte français de la sentence]

Rivista di diritto internazionale, vol. VII, 1913, p. 195 [texte français de la sentence]

The Hague Court Reports, edited by J. B. Scott, Carnegie Endowment for International Peace, New York, Oxford University Press, 1st series, 1916, p. 342 [texte anglais de la sentence]; p. 351 [texte anglais du compromis]; p. 565 [texte français de la sentence]; p. 571 [texte français du compromis]. Edition française, 1921, p. 365 [texte français de la sentence et du compromis]

G. G. Wilson, *The Hague Arbitration Cases*, 1915, p. 326 [texte anglais et français du compromis]; p. 332 [texte anglais et français de la sentence]

Zeitschrift für Völkerrecht, vol. VII, 1913, p. 71 [texte français de la sentence]

Commentaires

D. Anzilotti, *Rivista di diritto internazionale*, vol. VII, 1913, p. 200, 398, 502

C. de Boek, « Les incidents franco-italiens des navires, le Carthage, le Manouba, et le Tavignano » *Journal du droit international privé et de la jurisprudence comparée*, t. 39, 1912, p. 449

P. Fiore, « Der Manouba-Fall », *Jahrbuch des Völkerrechts*, vol. I, 1913, p. 539

M. J. P. A. François, « La Cour permanente d'Arbitrage, son origine, sa jurisprudence, son avenir », Académie de droit international. *Recueil des Cours*, 1955, I, p. 518

E. Lemonon, « Les incidents du Carthage et du Manouba », *Revue politique et parlementaire*, t. LXXI, 1912, p. 473.

T. Niemeyer, « Der Carthage und Manouba-Streitfall zwischen Frankreich und Italien », *Die gerichtlichen Entscheidungen*, Erster Band, Dritter Teil, 1914, p. 343

Questions diplomatiques et coloniales, t. XXXIII, 1912, p. 129, 174.

R. Ruze, « Un arbitrage franco-italien. L'Affaire du Carthage et l'Affaire du Manouba », *Revue de droit international et de législation comparée*, 2^e série, 46^e année, 1914, p. 101

APERÇU ¹

Au cours de la guerre concernant Tripoli et la Cyrénaïque entre la Turquie et l'Italie, le Gouvernement ottoman demanda, le 5 janvier 1912, au Gouvernement français de faciliter le passage par Tunis d'une Mission du Croissant-Rouge ottoman désirant se rendre au théâtre de la guerre. Cette demande fut acceptée par le Gouvernement français. Toutefois, l'ambassadeur d'Italie ayant protesté contre la concession de cette faveur, le Gouvernement français lui donna l'assurance que les sujets ottomans en question étaient des membres de la Mission du Croissant-Rouge, et ordonna aux autorités de Tunis de s'assurer de ce fait, avant de laisser passer lesdits sujets ottomans. L'ambassadeur d'Italie fut satisfait de ce renseignement, ainsi que des mesures prises, et il envoya une communication à cet effet à son Gouvernement. Cependant, avant que cette communication fût arrivée à destination, le *Manouba*, navire français transportant lesdits sujets ottomans, fut saisi le 18 janvier 1912, par un vaisseau de guerre italien, et conduit à Cagliari, où il arriva le même jour. Les italiens, maintenant que ces sujets ottomans portaient des armes et de l'argent à destination des forces ottomanes à Tripoli, exigèrent qu'ils leur fussent livrés, et ils saisirent le navire, sur le refus du capitaine du *Manouba* de faire suite à la sommation. L'ambassade de France fut informée de ce qui s'était passé, et après avoir reçu l'assurance de la part des italiens que les passagers ottomans étaient des militaires, instruisit le vice-consul français à Cagliari de remettre ces passagers aux autorités italiennes. Ce fait fut accompli dans l'après-midi du 19 janvier 1912, et le navire continua son voyage. Des représentations pressantes furent faites immédiatement au Gouvernement italien par le Gouvernement français, qui réclama la relâche des sujets ottomans et une réparation pour atteinte portée au pavillon français, pour infraction aux engagements conventionnels entre les deux pays, particulièrement à l'article 2 de la Convention de La Haye de 1907, ayant trait à certaines restrictions au droit de capture dans la guerre maritime, ainsi qu'à l'article 9 de la Convention de Genève du 6 juillet 1906 pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne, ainsi que pour violation des engagements verbaux entre les deux Gouvernements relatifs aux passagers du *Manouba*. Des indemnités pour les particuliers intéressés au navire et à son expédition furent également réclamées. Le Gouvernement italien consentit à livrer les sujets ottomans au consul de France à Cagliari, pour qu'ils fussent renvoyés, sur la responsabilité de la France, au port où ils s'étaient embarqués. Cependant, le Gouvernement italien ne consentit pas aux autres demandes du Gouvernement français, et fit une contre-réclamation pour violation des droits de belligérants qu'il possédait en vertu du droit international, afin de contrôler la véritable qualité des individus trouvés à bord de navires de commerce neutres et soupçonnés d'être des militaires ennemis, ainsi que pour le remboursement des frais occasionnés par la saisie du navire. La controverse fut

¹ J. B. Scott, *Les travaux de la Cour permanente d'Arbitrage de La Haye*, New York, Oxford University Press, 1921, p. 363.

soumise, en vertu d'un compromis en date du 6 mars 1912, à un tribunal d'arbitrage composé de membres de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye. Le tribunal fut constitué comme suit: Guido Fusinato, d'Italie, Knut Hjalmar Léonard de Hammarskjöld, de Suède, J. Kriege, d'Allemagne, Louis Renault, de France et le Baron Michel de Taube, de Russie. Les séances commencèrent le 31 mars 1913 et prirent fin le 6 mai 1913, date à laquelle la sentence fut rendue.

COMPROMIS RELATIF A LA QUESTION SOULEVÉE PAR LA
CAPTURE ET LA SAISIE MOMENTANÉE DU VAPEUR POSTAL
FRANÇAIS « MANOUBA ». SIGNÉ A PARIS, LE 6 MARS 1912 ¹

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement Royal Italien, s'étant mis d'accord le 26 janvier 1912 par application de la Convention d'arbitrage franco-italienne du 25 décembre 1903, renouvelée le 24 décembre 1908 pour confier à un Tribunal d'arbitrage l'examen de la capture et de la saisie momentanée du vapeur postal français « Manouba » par les autorités navales italiennes notamment dans les circonstances spéciales où cette opération a été accomplie et de l'arrestation de vingt-neuf passagers ottomans qui s'y trouvaient embarqués, ainsi que la mission de se prononcer sur les conséquences qui en dérivent,

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus du Compromis suivant :

Article 1. Un Tribunal arbitral, composé comme il est dit ci-après, est chargé de résoudre les questions suivantes :

1°. Les autorités navales italiennes étaient-elles, d'une façon générale et d'après les circonstances spéciales où l'opération a été accomplie, en droit de procéder comme elles ont fait à la capture et à la saisie momentanée du vapeur postal français « Manouba », ainsi qu'à l'arrestation des vingt-neuf passagers ottomans qui s'y trouvaient embarqués ?

2°. Quelles conséquences pécuniaires ou autres doivent résulter de la solution donnée à la question précédente ?

Article 2. Le Tribunal sera composé de cinq Arbitres que les deux Gouvernements choisiront parmi les Membres de la Cour permanente d'Arbitrage de La Haye, en désignant celui d'entre eux qui remplira les fonctions de Sur-arbitre.

Article 3. A la date du 15 juin 1912, chaque Partie déposera au Bureau de la Cour permanente d'Arbitrage quinze exemplaires de son mémoire, avec les copies certifiées conformes de tous les documents et pièces qu'elle compte invoquer dans la cause.

Le Bureau en assurera sans retard la transmission aux Arbitres et aux Parties, savoir deux exemplaires pour chaque Arbitre, trois exemplaires pour la Partie adverse ; deux exemplaires resteront dans les archives du Bureau.

A la date du 15 août 1912, chaque Partie déposera dans les mêmes conditions que ci-dessus, son contre-mémoire avec les pièces à l'appui et ses conclusions finales.

Article 4. Chacune des Parties déposera au Bureau de la Cour permanente d'Arbitrage de La Haye, en même temps que son mémoire et à titre de provision, une somme qui sera fixée d'un commun accord.

¹ Bureau International de la Cour Permanente d'Arbitrage. *Compromis, protocoles des séances et sentences du tribunal d'arbitrage franco-italien. Affaire du « Manouba »*, p. 9.

Article 5. Le Tribunal se réunira à La Haye, sur la convocation de son Président, dans la deuxième quinzaine du mois de septembre 1912.

Article 6. Chaque Partie sera représentée par un Agent avec mission de servir d'intermédiaire entre elle et le Tribunal.

Le Tribunal pourra, s'il l'estime nécessaire, demander à l'un ou à l'autre des Agents de lui fournir des explications orales ou écrites, auxquelles l'Agent de la Partie adverse aura le droit de répondre.

Article 7. La langue française est la langue du Tribunal. Chaque Partie pourra faire usage de sa propre langue.

Article 8. La sentence du Tribunal sera rendue dans le plus bref délai possible et dans tous les cas dans les trente jours qui suivront la clôture des débats. Toutefois, ce délai pourra être prolongé à la demande du Tribunal et du consentement des Parties.

Article 9. Le Tribunal est compétent pour régler les conditions d'exécution de sa sentence.

Article 10. Pour tout ce qui n'est pas prévu par le présent Compromis, les dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux seront applicables au présent Arbitrage.

Fait en double à Paris, le 6 mars 1912.

Signé: L. RENAULT

Signé: G. FUSINATO

SENTENCE DU TRIBUNAL ARBITRAL DANS L'AFFAIRE
DU VAPEUR POSTAL FRANÇAIS « MANOUBA ».
LA HAYE, LE 6 MAI 1913 ¹

Capture and temporary detention, during the Turco-Italian war in 1912, of the French mail steamer *Manouba* by an Italian warship — Arrest of Ottoman passengers on board that steamer — Allegation that these passengers were military persons enrolled in the enemy's army — Claim of the French Government on behalf of the seized vessel — Right of visit and search — Carriage of passengers suspected of being belligerents — Failure to fulfil international obligations — Sanctions — Determination of the amount of losses and damages sustained by the private individuals interested in the steamer and its voyage — Indemnity, due to the Italian Government, covering the expenses of guarding the *Manouba*.

CONSIDÉRANT que, par un Accord du 26 janvier 1912 et par un Compromis du 6 mars suivant, le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement Royal Italien sont convenus de soumettre à un Tribunal Arbitral composé de cinq Membres la solution des questions suivantes :

1°. Les autorités navales italiennes étaient-elles, d'une façon générale et d'après les circonstances spéciales où l'opération a été accomplie, en droit de procéder comme elles ont fait à la capture et à la saisie momentanée du vapeur postal français « Manouba » ainsi qu'à l'arrestation des vingt-neuf passagers ottomans qui s'y trouvaient embarqués ?

2°. Quelles conséquences pécuniaires ou autres doivent résulter de la solution donnée à la question précédente ?

CONSIDÉRANT qu'en exécution de ce Compromis les deux Gouvernements ont choisi, d'un commun accord, pour constituer le Tribunal Arbitral les Membres suivants de la Cour Permanente d'Arbitrage :

Son Excellence Monsieur Guido Fusinato, Docteur en droit, Ministre d'Etat, ancien Ministre de l'Instruction publique, Professeur honoraire de droit international à l'Université de Turin, Député, Conseiller d'Etat ;

Monsieur Knut Hjalmar Léonard de Hammarskjöld, Docteur en droit, ancien Ministre de la Justice, ancien Ministre des Cultes et de l'Instruction publique, ancien Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Copenhague, ancien Président de la Cour d'appel de Jönköping, ancien Professeur à la Faculté de droit d'Upsal, Gouverneur de la province d'Upsal ;

Monsieur Kriege, Docteur en droit, Conseiller actuel intime de Légation et Directeur au Département des Affaires Etrangères, Plénipotentiaire au Conseil Fédéral Allemand ;

Monsieur Louis Renault, Ministre plénipotentiaire, Membre de l'Institut, Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris et à l'Ecole libre des sciences politiques, Jurisconsulte du Ministère des Affaires Etrangères ;

¹ Bureau International de la Cour Permanente d'Arbitrage. *Compromis, protocoles des séances et sentences du tribunal d'arbitrage franco-italien. Affaire du « Manouba »*. p. 119.

Son Excellence le Baron Michel de Taube, Docteur en droit, Adjoint du Ministre de l'Instruction publique de Russie, Conseiller d'Etat actuel ;
que les deux Gouvernements ont, en même temps, désigné Monsieur de Hammarskjöld pour remplir les fonctions de Président.

CONSIDÉRANT que, en exécution du Compromis du 6 mars 1912, les Mémoires et Contre-Mémoires ont été dûment échangés entre les Parties et communiqués aux Arbitres ;

CONSIDÉRANT que le Tribunal, constitué comme il est dit ci-dessus, s'est réuni à La Haye le 31 mars 1913 ;

que les deux Gouvernements ont respectivement désigné comme Agents et Conseils,

le Gouvernement de la République Française :

Monsieur Henri Fromageot, Avocat à la Cour d'appel de Paris, jurisconsulte suppléant du Ministère des Affaires Etrangères, Conseiller du Département de la Marine en droit international, Agent ;

Monsieur André Hesse, Avocat à la Cour d'appel de Paris, Membre de la Chambre des Députés, Conseil ;

Le Gouvernement Royal Italien :

Monsieur Arturo Ricci-Busatti, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Chef du Bureau du Contentieux et de la Législation au Ministère Royal des Affaires Etrangères, Agent ;

Monsieur Dionisio Anzilotti, Professeur de droit international à l'Université de Rome, Conseil.

CONSIDÉRANT que les Agents des Parties ont présenté au Tribunal les conclusions suivantes, savoir,

l'Agent du Gouvernement de la République Française :

PLAISE AU TRIBUNAL,

Sur la première question posée par le Compromis,

Dire et juger que les autorités navales italiennes n'étaient pas, d'une façon générale et d'après les circonstances spéciales où l'opération a été accomplie, en droit de procéder comme elles ont fait à la capture et à la saisie momentanée du vapeur postal français « Manouba » ainsi qu'à l'arrestation des vingt-neuf passagers ottomans qui s'y trouvaient embarqués.

Sur la seconde question posée par le Compromis,

Dire que le Gouvernement Royal Italien sera tenu de verser au Gouvernement de la République Française la somme de *un franc* de dommages-intérêts, à titre de réparation morale de l'atteinte portée à l'honneur du pavillon français ;

Dire que le Gouvernement Royal Italien sera tenu de verser au Gouvernement de la République la somme de cent mille francs, à titre de sanction et de réparation du préjudice politique et moral résultant de l'infraction par le Gouvernement Royal Italien à ses engagements conventionnels généraux et spéciaux et notamment à la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 relative à certaines restrictions au droit de capture dans la guerre maritime, article 2, à la Convention de Genève du 6 juillet 1906 pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne, article 9, et à l'accord verbalement intervenu entre les deux Gouvernements, le 17 janvier 1912, relativement au contrôle des passagers embarqués sur le paquebot « Manouba » ;

Dire que ladite somme sera versée au Gouvernement de la République pour le bénéfice en être attribué à telle œuvre ou institution d'intérêt international qu'il plaira au Tribunal d'indiquer ;

Dire que le Gouvernement Royal Italien sera tenu de verser au Gouvernement de la République Française la somme de cent huit mille six cent un francs soixante-dix centimes, montant des indemnités réclamées par les particuliers intéressés, soit dans le paquebot « Manouba, » soit dans son expédition;

Subsidiairement et pour le cas où, sur ce dernier chef, le Tribunal ne se croirait pas suffisamment éclairé,

Dire, avant faire droit, que, par tel ou tels de ses membres qu'il commettra à cet effet, il sera procédé, dans la Chambre de ses délibérations et en présence des Agents et Conseils des deux Gouvernements, à l'examen des diverses réclamations des particuliers intéressés;

Dans tous les cas, et par application de l'article 9 du Compromis,

Dire que, à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du jour de la sentence, les sommes mises à la charge du Gouvernement Royal Italien et non encore versées seront productives d'intérêts à raison de quatre pour cent par an.

Et l'Agent du Gouvernement Royal Italien:

PLAISE AU TRIBUNAL,

Sur la première question posée par le Compromis,

Dire et juger que les autorités navales italiennes étaient pleinement en droit de procéder comme elles ont fait à la capture et à la saisie momentanée du vapeur postal français « Manouba » ainsi qu'à l'arrestation des vingt-neuf passagers ottomans sur lesquels pesait le soupçon qu'ils étaient des militaires, et dont le Gouvernement Italien avait le droit de contrôler la véritable qualité.

En conséquence et sur la seconde question,

Dire et juger qu'aucune conséquence pécuniaire ou autre ne saurait résulter à la charge du Gouvernement Italien de la capture et de la saisie momentanée du vapeur postal français « Manouba »;

Dire et juger que le Gouvernement Français a prétendu à tort qu'on lui remit les passagers ottomans qui se trouvaient légalement entre les mains des autorités italiennes;

Dire que le Gouvernement de la République sera tenu de verser au Gouvernement Royal la somme de cent mille francs à titre de sanction et de réparation du préjudice matériel et moral résultant de la violation du droit international notamment en ce qui concerne le droit que le belligérant a de vérifier la qualité d'individus soupçonnés être des militaires ennemis, trouvés à bord de navires de commerce neutres;

Dire que ladite somme sera versée au Gouvernement Royal Italien pour être attribuée à telle œuvre ou institution d'intérêt international qu'il plaira au Tribunal d'indiquer;

Subsidiairement et pour le cas où le Tribunal ne croirait pas devoir admettre cette forme de sanction,

Dire que le Gouvernement de la République sera tenu de réparer le tort fait au Gouvernement Royal Italien de telle manière qu'il plaira au Tribunal d'indiquer;

Dans tous les cas,

Dire que le Gouvernement de la République sera tenu de verser au Gouvernement Royal Italien la somme de quatre cent quatorze francs quarante-cinq centimes, montant des frais occasionnés par la saisie du « Manouba »;

Dire que, à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du jour de la sentence, les sommes mises à la charge du Gouvernement de la République et non encore versées seront productives d'intérêts à raison de quatre pour cent par an.

CONSIDÉRANT que, après que le Tribunal eut entendu les exposés oraux des Agents des Parties et les explications qu'ils lui ont fournies sur sa demande, les débats ont été dûment déclarés clos.

EN FAIT :

CONSIDÉRANT que le vapeur postal français « Manouba », de la Compagnie de Navigation Mixte, au cours d'un voyage régulier entre Marseille et Tunis, fut arrêté dans les parages de l'île de San Pietro, le 18 janvier 1912, vers 8 heures du matin, par le contre-torpilleur de la Marine Royale Italienne « Agordat »;

CONSIDÉRANT que, après constatation de la présence, à bord dudit vapeur, de vingt-neuf passagers turcs, soupçonnés d'appartenir à l'armée ottomane, le « Manouba » fut conduit sous capture à Cagliari;

CONSIDÉRANT que, arrivé dans ce port le même jour, vers 5 heures du soir, le capitaine du « Manouba » fut sommé de livrer les vingt-neuf passagers susmentionnés aux autorités italiennes et que, sur son refus, ces autorités procédèrent à la saisie du vapeur;

CONSIDÉRANT enfin que, sur l'invitation du Vice-Consul de France à Cagliari, les vingt-neuf passagers turcs furent livrés le 19 janvier, à 4 heures 30 de l'après-midi, aux autorités italiennes,

et que le « Manouba », alors relaxé, se remit en route sur Tunis le même jour, à 7 heures 20 du soir.

EN DROIT :

CONSIDÉRANT que, si le Gouvernement Français a dû penser, étant donné les circonstances dans lesquelles la présence de passagers ottomans à bord du « Manouba » lui était signalée, que, moyennant la promesse de faire vérifier le caractère desdits passagers, il exemptait le « Manouba » de toute mesure de visite ou de coercition de la part des autorités navales italiennes, il est établi qu'en toute bonne foi le Gouvernement Italien n'a pas entendu la chose de cette façon;

que, par suite, en l'absence d'un accord spécial entre les deux Gouvernements, les autorités navales italiennes ont pu agir conformément au droit commun;

CONSIDÉRANT que, d'après la teneur du Compromis, l'opération effectuée par les autorités navales italiennes renferme trois phases successives, savoir: la capture, la saisie momentanée du « Manouba » et l'arrestation des vingt-neuf passagers ottomans qui s'y trouvaient embarqués;

qu'il convient d'examiner d'abord la légitimité de chacune de ces trois phases, regardées comme des actes isolés et indépendants de l'ensemble de l'opération susmentionnée;

Dans cet ordre d'idées,

CONSIDÉRANT que les autorités navales italiennes avaient, lors de la capture du « Manouba », des motifs suffisants de croire que les passagers ottomans qui s'y trouvaient embarqués étaient, au moins en partie, des militaires enrôlés dans l'armée ennemie;

que ces autorités avaient, par conséquent, le droit de se les faire remettre;

CONSIDÉRANT qu'elles pouvaient, à cet effet, sommer le capitaine de les livrer, ainsi que prendre, en cas de refus, les mesures nécessaires pour l'y contraindre ou pour s'emparer de ces passagers;

CONSIDÉRANT, d'autre part, que, même étant admis que les passagers ottomans aient pu être considérés comme formant une troupe ou un détachement militaire,

rien ne permettait de révoquer en doute l'entière bonne foi de l'armateur et du capitaine du « Manouba » ;

CONSIDÉRANT que, dans ces circonstances, les autorités navales italiennes n'étaient pas en droit de capturer le « Manouba » et de le faire dévier pour suivre l'« Agordat » à Cagliari, si ce n'est comme moyen de contrainte et après que le capitaine eût refusé d'obéir à une sommation de livrer les passagers ottomans ;

que, aucune sommation de ce genre n'ayant eu lieu avant la capture, l'acte de capturer le « Manouba » et de l'amener à Cagliari n'était pas légitime ;

CONSIDÉRANT que, la sommation faite à Cagliari étant restée sans effet immédiat, les autorités navales italiennes avaient le droit de prendre les mesures de contrainte nécessaires et, spécialement, de retenir le « Manouba » jusqu'à ce que les passagers ottomans fussent livrés ;

que la saisie effectuée n'était légitime que dans les limites d'un séquestre temporaire et conditionnel ;

CONSIDÉRANT enfin que les autorités navales italiennes avaient le droit de se faire livrer et d'arrêter les passagers ottomans.

Pour ce qui concerne l'ensemble de l'opération,

CONSIDÉRANT que les trois phases dont se compose l'opération unique prévue par le Compromis doivent être appréciées en elles-mêmes, sans que l'illégalité de l'une d'elles doive, dans l'espèce, influencer sur la régularité des autres ;

que l'illégalité de la capture et de la conduite du « Manouba » à Cagliari n'a pas vicié les phases postérieures de l'opération ;

CONSIDÉRANT que la capture ne pourrait non plus être légitimée par la régularité, relative ou absolue, de ces dernières phases envisagées séparément.

Sur la demande tendant à faire condamner le Gouvernement Royal Italien à verser à titre de dommages-intérêts :

1°. la somme de *un franc* pour atteinte portée au pavillon français ;

2°. la somme de cent mille francs pour réparation du préjudice moral et politique résultant de l'inobservation du droit commun international et des conventions réciproquement obligatoires pour l'Italie comme pour la France,

Et sur la demande tendant à faire condamner le Gouvernement de la République Française à verser la somme de cent mille francs à titre de sanction et de réparation du préjudice matériel et moral résultant de la violation du droit international, notamment en ce qui concerne le droit que le belligérant a de vérifier la qualité d'individus soupçonnés être des militaires ennemis, trouvés à bord de navires de commerce neutres,

CONSIDÉRANT que, pour le cas où une Puissance aurait manqué à remplir ses obligations, soit générales, soit spéciales, vis-à-vis d'une autre Puissance, la constatation de ce fait, surtout dans une sentence arbitrale, constitue déjà une sanction sérieuse ;

que cette sanction est renforcée, le cas échéant, par le paiement de dommages-intérêts pour les pertes matérielles ;

que, en thèse générale et abstraction faite de situations particulières, ces sanctions paraissent suffisantes ;

que, également en thèse générale, l'introduction d'une autre sanction pécuniaire paraît être superflue et dépasser le but de la juridiction internationale ;

CONSIDÉRANT que, par application de ce qui vient d'être dit, les circonstances de la cause présente ne sauraient motiver une telle sanction supplémentaire ; que, sans autre examen, il n'y a donc pas lieu de donner suite aux demandes susmentionnées.

Sur la demande de l'Agent français tendant à ce que le Gouvernement Royal Italien soit tenu de verser au Gouvernement de la République Française la somme de cent huit mille six cent un francs soixante-dix centimes, montant des indemnités réclamées par les particuliers intéressés, soit dans le vapeur « Manouba », soit dans son expédition,

CONSIDÉRANT qu'une indemnité est due pour le retard occasionné au « Manouba » par sa capture non justifiée et sa conduite à Cagliari, mais qu'il y a lieu de tenir compte du retard provenant du refus non légitime du capitaine de livrer à Cagliari les vingt-neuf passagers turcs et aussi du fait que le navire n'a pas été entièrement détourné de sa route sur Tunis;

CONSIDÉRANT que, si les autorités navales italiennes ont opéré la saisie du « Manouba » au lieu du séquestre temporaire et conditionnel qui était légitime, il apparaît que, de ce chef, les intéressés n'ont pas éprouvé de pertes et dommages;

CONSIDÉRANT que, en faisant état de ces circonstances et aussi des frais occasionnés au Gouvernement Italien par la surveillance du navire retenu, le Tribunal, après avoir entendu les explications concordantes de deux de ses Membres chargés par lui de procéder à une enquête sur lesdites réclamations, a évalué à quatre mille francs la somme due à l'ensemble des intéressés au navire et à son expédition.

PAR CES MOTIFS,

Le Tribunal Arbitral déclare et prononce ce qui suit :

Pour ce qui concerne l'ensemble de l'opération visée dans la première question posée par le Compromis,

Les différentes phases de cette opération ne doivent pas être considérées comme connexes en ce sens que le caractère de l'une doive, dans l'espèce, influencer sur le caractère des autres.

Pour ce qui concerne les différentes phases de ladite opération, appréciées séparément,

Les autorités navales italiennes n'étaient pas, d'une façon générale et d'après les circonstances spéciales où l'opération a été accomplie, en droit de procéder comme elles ont fait à la capture du vapeur postal français « Manouba » et à sa conduite à Cagliari;

Le « Manouba » une fois capturé et amené à Cagliari, les autorités navales italiennes étaient, d'une façon générale et d'après les circonstances spéciales où l'opération a été accomplie, en droit de procéder comme elles ont fait à la saisie momentanée du « Manouba », dans la mesure où cette saisie ne dépassait pas les limites d'un séquestre temporaire et conditionnel, ayant pour but de contraindre le capitaine du « Manouba » à livrer les vingt-neuf passagers ottomans qui s'y trouvaient embarqués;

Le « Manouba » une fois capturé, amené à Cagliari et saisi, les autorités navales italiennes étaient, d'une façon générale et d'après les circonstances spéciales où l'opération a été accomplie, en droit de procéder comme elles ont fait à l'arrestation des vingt-neuf passagers ottomans qui s'y trouvaient embarqués.

Pour ce qui concerne la seconde question posée par le Compromis,

Le Gouvernement Royal Italien sera tenu, dans les trois mois de la présente sentence, de verser au Gouvernement de la République Française la somme de quatre mille francs, qui, déduction faite des frais de surveillance du « Manouba » dûs au Gouvernement italien, forme le montant des pertes et dommages éprouvés, à raison de la capture et de la conduite du « Manouba » à Cagliari, par les particuliers intéressés au navire et à son expédition.

Il n'y a pas lieu de donner suite aux autres réclamations contenues dans les conclusions des deux Parties.

FAIT à La Haye, dans l'Hôtel de la Cour Permanente d'Arbitrage, le 6 mai 1913.

Le Président: HJ. L. HAMMARSKJÖLD

Le Secrétaire général: MICHIELS VAN VERDUYNEN

Le Secrétaire: RÖELL

DOCUMENTS ADDITIONNELS

NOTE COMMUNE DU 26 JANVIER 1912 CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES AFFAIRES DU « CARTHAGE » ET DU « MANOUBA »¹

L'ambassadeur de France et le ministre des Affaires étrangères d'Italie ayant examiné dans l'esprit le plus cordial les circonstances qui ont précédé et suivi l'arrêt et la visite par un croiseur italien de deux vapeurs français se rendant de Marseille à Tunis, ont été heureux de constater, d'un commun accord et avant toute autre considération, qu'il n'en résultait de la part d'aucun des deux pays aucune intention contraire aux sentiments de sincère et constante amitié qui les unissent.

Cette constatation a amené sans difficulté les deux gouvernements à décider :

1°. Que les questions dérivant de la capture et de l'arrêt momentané du vapeur *Carthage*, seront déferées à l'examen de la cour d'arbitrage de La Haye, en vertu de la convention d'arbitrage franco-italienne du 23 décembre 1903, renouvelée le 24 décembre 1908 ;

2°. Qu'en ce qui concerne la saisie du vapeur *Manouba* et des passagers ottomans qui y étaient embarqués, cette opération ayant été effectuée, d'après le gouvernement italien, en vertu des droits qu'il déclare tenir des principes généraux du droit international et de l'article 47 de la déclaration de Londres de 1909, les circonstances spéciales dans lesquelles cette opération a été faite et les conséquences qui en découlent seront également soumises à l'examen de la haute juridiction internationale instituée à La Haye ; que dans le but de rétablir le *statu quo ante* en ce qui concerne les personnes, les passagers ottomans saisis, ces derniers seront remis au consul de France à Cagliari, pour être reconduits par ses soins à leur lieu d'embarquement, sous la responsabilité du gouvernement français, qui prendra les mesures nécessaires pour empêcher que les passagers ottomans n'appartenant pas au « Croissant Rouge », mais à des corps combattants, se rendent d'un port français en Tunisie ou sur le théâtre des opérations militaires.

ACCORD FRANCO-ITALIEN SIGNÉ À PARIS, LE 4 AVRIL 1912²

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement Royal Italien ayant pris connaissance des deux Compromis, établis le 6 mars 1912 par MM. Louis Renault et Fusinato, en vue de régler par l'arbitrage devant la Cour de la Haye les incidents relatifs à la saisie du *Carthage* et à la saisie du *Manouba*, déclarent en approuver les termes et se considèrent comme liés par leur texte ;

¹ J. B. Scott, *Les travaux de la Cour permanente d'Arbitrage de La Haye*, New York, Oxford University Press, 1921, p. 360.

² Cour permanente d'Arbitrage de La Haye. *Affaire de la capture et de la saisie momentanée du vapeur postal français « Tavignano », etc. Mémoire de la République Française*, p. 7, note 2.

Ils désignent, d'un commun accord, pour constituer le tribunal arbitral les membres suivants de la Cour d'arbitrage de La Haye;

M. Guido Fusinato, docteur en droit, ancien ministre de l'Instruction Publique, ancien professeur de droit international à l'université de Turin, député, conseiller d'Etat;

M. Knut Hjalmar Léonard de Hammarskjöld, docteur en droit, ancien ministre de la Justice, ancien ministre des Cultes et de l'Instruction Publique, ancien envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Copenhague, ancien président de la Cour d'appel de Jönköping, ancien professeur à la faculté de droit d'Upsal, gouverneur de la province d'Upsal;

M. Kriege, docteur en droit, conseiller intime actuel de légation, directeur au département des Affaires Etrangères;

M. Louis Renault, ministre plénipotentiaire, professeur à la faculté de droit de Paris, jurisconsulte du ministère des Affaires Etrangères;

M. le baron Taube, membre permanent du Conseil du ministère des Affaires Etrangères, professeur de droit international à l'Université impériale de Saint-Pétersbourg, conseiller d'Etat;

M. de Hammarskjöld remplira les fonctions de Surarbitre ou Président du tribunal.

Les deux Gouvernements conviennent de fixer à 3,000 florins néerlandais la somme à déposer par chacun d'eux, conformément à l'article 4 de chaque Compromis, étant entendu que ladite somme est destinée à servir de provision pour toutes les affaires dont le tribunal arbitral ci-dessus désigné sera chargé de connaître.

Les deux Gouvernements se réservent la faculté de modifier, d'un commun accord, l'article 5 de chacun des Compromis en ce qui touche la date de la réunion du tribunal arbitral.

FAIT à Paris, le 4 avril 1912.

(L.S.) *Signé*: R. POINCARÉ

(L.S.) *Signé*: M. RUSPOLI
